
Les sans-domicile : outils statistiques et utilisations

Exemples étrangers et français hors Insee

Quelle(s) définition(s) des sans-domicile?

Dans toutes les sources il faut préciser :

- Les situations de logement, parmi les modalités suivantes:

1. Rue, parc, cage d'escalier...

Plus généralement : endroit non prévu pour l'habitation, qu'il soit public ou privé, intérieur ou extérieur, visible ou non

2. Mises à l'abri dans le cadre de Plans Grand Froid (en gymnases, salles municipales...)

3. Hébergements d'urgence par un organisme

4. Autres hébergements par un organisme

5. Hébergement par une tierce personne

6. Squats

Etc.

Quelle(s) définition(s) des sans-domicile?

Mais il faut aussi préciser :

- Une composante temporelle :

le soir de l'enquête, la nuit précédant l'enquête, au moins une fois au cours de la semaine passée, au moins cinq jours la semaine passée, de façon habituelle, etc.

Quelques définitions

- SD2001 et SD2012 (enquêtes nationales de l'INSEE) :

Sans-abri : a dormi dans un lieu non prévu pour l'habitation la nuit précédant l'enquête, y compris haltes de nuit sans hébergement

Sans-domicile : les sans-abri plus ceux qui ont dormi dans un hébergement procuré par un organisme

- enquête IAU IdF sur les utilisateurs des services de domiciliation (données de gestion)

Définit les « SDF » comme les personnes en « situations d'errance, squats ou hébergements très courts dont le terme n'est pas anticipé et le nouvel hébergement non prévu ».

Référence temporelle floue car les responsables des services n'ont pas nécessairement une vision parfaite de la situation de toutes les personnes domiciliées à un moment donné.

Trois types de recueils de données

- Les dénombrements de rue (pour les SA)
- Les enquêtes auprès des utilisateurs de services d'aide
- L'utilisation des données de gestion des services d'aide

Cas particulier de la capture-recapture (ou contact-recontact) : peut associer plusieurs des méthodes précédentes

1. Les dénombrements de rue (généralement la nuit)

- Les dénombrements de rue **dans les grandes villes** (Londres, Madrid, Budapest, New-York, etc.)
- Dans certains pays, tout ou partie des **recensements nationaux** des sans-abri (Etats-Unis, France)

Les dénombrements de rue dans les grandes villes

- Organisés par les autorités locales et/ou des organismes d'aide aux sans-domicile, pas par les INS
- Dans une grande ville, la nuit : découpage de la ville en secteurs confiés à des équipes
- Un instrument d'évaluation des politiques pour suivre l'évolution des mesures concernant les personnes sans abri
- Un moyen d'appuyer les revendications associatives et d'attirer l'attention de l'opinion sur les difficultés des sans-abri
- Un outil de communication

Exemple 1 : Londres et l'Angleterre

- Dénombrements inscrits dans une stratégie nationale
- Réalisés par les autorités locales, avec des consignes nationales
- Pour évaluer la politique cherchant à diminuer le nombre de *Rough Sleepers*

« En 1998 le Premier Ministre s'est donné pour cible que d'ici à 2002, le nombre de sans-abri soit réduit d'au moins les deux tiers à partir du niveau de l'époque qui était 1850. [...]. Les progrès vers la réalisation de la cible sont mesurés par des dénombrements au cours d'une nuit, dans les zones où il y a un problème de sans-abri connu, ou suspecté. »

Une méthode restrictive

- Estimation par le nombre de personnes rencontrées lors d'un dénombrement une nuit donnée dans des zones définies à l'avance :

Jusqu'en 2010 : pas sur l'ensemble du territoire anglais, pas à champ géographique constant : sur 326 boroughs, 76 donnent des résultats en 2009, contre 130 au départ du programme (total 2009 : 464 personnes)

En automne 2010, changement de méthode: tous les boroughs donnent un résultat, mais seul 42 ont fait un dénombrement de rue ; estimation pour les autres (total 2010 : 1768 personnes)

- Seulement les personnes endormies ou couchées et installées pour la nuit, avant 2010 ; puis celles « sur le point de se coucher »

Dans d'autres pays : on interroge toutes les personnes rencontrées

- Méthode tentée par l'ONS pour le recensement de 2001 et abandonnée en 2011 car chère et de mauvaise qualité

Des résultats qui ne sont pas seulement dus aux mesures d'aide

- Méthode statistique induisant la diminution
- Campagne pour limiter les dons des particuliers aux personnes dans la rue
- Campagne auprès des associations pour qu'elles cessent de distribuer des repas dans la rue
- Action policière sur les « conduites anti-sociales » : mendicité, consommation d'alcool dans la rue

Des variations de méthode qui changent beaucoup les résultats

- Jusqu'en 2010 obligation de dénombrement si 10 *rough sleepers* ou plus dans un *borough*
- Ensuite obligation de donner un chiffre, mais pas de dénombrer dans la rue (on peut seulement estimer)
- Intéressant de regarder les résultats du décompte de juin 2010, fait avec l'ancienne méthode : 70 dénombremments qui donnent 440 personnes ; ensuite dans le cadre d'une expérimentation méthodologique, 256 donnent une estimation de 807 personnes, donc au total 1247 personnes
- À l'automne, la nouvelle méthode donne une estimation de 1768, on retrouve presque les 1850 de 1998
- A l'automne 2012, 43 dénombremments et 283 estimations donnent au total 2309 sans-abri.

Exemple 2 : New York

- Proche du recensement de Londres dans ses buts

- A été accompagné d'opérations de couverture :

Kim Hopper : les personnes dormant dehors et non vues

Marybeth Shinn : les personnes dormant dans un lieu non prévu pour l'habitation mais invisibles

En 2005, **3594** personnes avaient été dénombrées par HOPE ; la prise en compte des personnes dormant dans un lieu visible mais non repérées a fait passer cette estimation à **4630** personnes, et celle des personnes dormant dans un lieu non prévu pour l'habitation mais non repérables l'a encore augmenté, atteignant une valeur de **7011** à **9082** personnes selon les hypothèses retenues (donc au moins le double du chiffre issu du dénombrement).

- Les résultats de SD2001 (à confirmer en 2012) : même chose en France concernant la visibilité des sans-abri

Les recensements nationaux des sans-abri dans le cadre des RP

Recensements utilisant les dénombrements de rue :

- Assez rares, mais quelques exemples : Royaume-Uni en 2001, Etats-Unis (en plus du recensement des distributions de repas), France (mais le jour)
- Un argument de type civique (en France : « tout le monde compte »)
- Une obligation légale, un chiffre de population qui fait foi pour de nombreux règlements et dispositifs

Les difficultés des dénombrements de rue

- Risques de doubles comptes et d'omissions
- On compte surtout les personnes « visibles », et celles qui correspondent à l'idée que se font les enquêteurs des sans-abri
- Effet des conditions météorologiques
- Peu de données recueillies, variables avec valeurs manquantes
- Interprétation en évolution particulièrement difficile
Madrid : 12/2006 : 621 SA ; 02/2008 : 650 ; 06/2008 : 651 ;
03/2009 : 553 ; 02/2010 : 596
US : sur 79 localités qui ont connu une évolution importante entre 2008 et 2009, 41 l'attribuent à un changement de méthode, 23 à la météo, 15 à un changement « réel »

2. Les enquêtes auprès des utilisateurs de services d'aide

- Enquêtes sur échantillon, nationales ou locales
- Un questionnaire long permis par la méthode de collecte : caractéristiques socio-démographiques ; parcours professionnels, familiaux, résidentiels ; conditions de vie au moment de l'enquête, santé
- Vision des sans-abri dans une continuité des situations de logement

Exemples : les enquêtes du système public de statistique

Au niveau local :

- l'enquête EMSA2009 Insee (avec l'Ined) à Toulouse

Au niveau national :

- L'Insee (avec l'Ined) en France (SD2001, SD2012)
- Le Bureau du Census aux Etats-Unis (en 1996)
- L'Institut National de Statistique (INE) et l'Institut Basque de Statistique (EUSTAT) en Espagne (en 2005 et 2012)

Mais aussi des organismes d'études d'intérêt public

- les enquêtes de l'INED depuis 1995 (SD1995, SDJ1998, SI2002, SI2013 etc.)
- en 2009 Samenta (Obs. du Samusocial et Inserm) sur la santé mentale des personnes sans domicile d'Ile-de-France
- en 2009 l'enquête santé et addictions en CHRS par l'OFDT et l'INPES
- L'Université Complutense à Madrid
- RTI à Washington DC, Urban Institute dans les agglomérations de 200 000 hab. ou plus aux USA, Rand Corporation à Los Angeles

Difficultés des enquêtes auprès des utilisateurs des services

- Préparation longue, besoin d'enquêteurs professionnels formés, échantillonnage complexe
- Problèmes de couverture : on perd les sans-abri non utilisateurs des services d'où la nécessité d'enquêtes de couverture
- Protocole particulier pour les non francophones
- Pondération complexe à établir en raison des différences dans la fréquence d'utilisation des services, nécessitant des questions sur cette utilisation, mais difficultés de mémoire

A quoi servent ces enquêtes ?

- Estimation des effectifs
- Etude des conditions de vie et de leur évolution d'une enquête à l'autre (effet CMU, passage RMI/RSA, centres de stabilisation, non remise à la rue...)
- Etude des caractéristiques des personnes (sexe, âge, nationalité...) en évolution
- Etude des trajectoires permettant de réfléchir en termes de prévention (part des personnes sortant d'un placement ASE, par exemple)
- Ne permettent pas d'étudier des évolutions sur le court terme (coûts et organisation)

3. L'utilisation des données de gestion des services d'aide

- un seul type de services sans recherche de doubles comptes :
 - exemple des domiciliations en Ile-de-France (IAUIdF)
 - exemple des données des maraudes (APUR)
- plusieurs types de services : centralisation de données de gestion et recherche des doubles comptes
- des méthodes fréquentes dans le nord de l'Europe (voir rapport 2004 de Cécile Brousse, *The production of data on homelessness and housing deprivation in the EU*)

Un exemple d'étude auprès d'un seul type de service : les domiciliations

L'enquête sur les domiciliations en Ile-de-France (IAUIdF)

- définit les « SDF » comme les personnes en « situations d'errance, squats ou hébergements très courts dont le terme n'est pas anticipé et le nouvel hébergement non prévu ».
- définition intéressante du point de vue des conditions de vie des personnes, mais référence temporelle floue car les responsables des services n'ont pas nécessairement une vision parfaite de la situation de toutes les personnes domiciliées à un moment donné.
- selon les enquêtes SD2001 et EMSA2009, seuls 60 % des sans-abri (au sens de : vivant dans un lieu non prévu pour l'habitation) recevraient du courrier dans un organisme d'aide (sans qu'on sache s'il s'agit ou non d'un service de domiciliation). A voir pour 2012

La centralisation des données de gestion individuelles des services d'aide

- Mise en commun des données de gestion, anonymisation et suppression des doubles comptes
- Défendue par la FEANTSA au niveau européen (MPHASIS)
- En France plusieurs expériences (ex : observatoire du 115), et SI-SIAO
- à Londres, concernant les sans-abri visibles : l'exemple de CHAIN

CHAIN

- Depuis 2001, à Londres, CHAIN (*Combined Homelessness and Information Network*) collecte sur les personnes vues dormant dans la rue (*verified rough sleepers*) ainsi que sur les personnes ayant un « *street lifestyle* » des informations sur leurs caractéristiques et leur usage des services d'aide d'urgence.
- Selon un rapport de 2009 (sur les données jusqu'à 2008) la plupart des *rough sleepers* enregistrés ne le sont que pour une courte période : 47% pour une année et 24% pour deux ans. Parmi les personnes enregistrées pendant une seule année, la moitié disparaissent de la base après 31 jours au plus.
- La moitié des sans-abri n'accèdent pas à l'hébergement de courte durée. Beaucoup disparaissent de la base de données sans qu'on sache leur destination

Difficultés de l'utilisation des données de gestion des services d'aide

- Problèmes de différences dans les logiciels, les nomenclatures, les définitions (exemple Etats-Unis : pas de logiciel unique)
- Questions de confidentialité et d'usage de ces données, cas des sans-papiers
- Lourdeur pour les associations si en dehors du cadre de leur gestion quotidienne
- Difficultés dans l'interprétation en évolution (augmentation des sans-domicile ou meilleure couverture des SD par les services ; diminution des SD ou meilleure élimination des doubles comptes, etc.)

Conclusion (1)

- Dénombrements de rue une nuit donnée dans les grandes villes (pour les SA) :

Par les municipalités/les associations, pas les INS

Permet d'évaluer l'évolution des sans-abri visibles (mais pb météo)

Tenir compte des sans-abri invisibles : faire des opérations de couverture (cf New York)

- Recensements nationaux : argument de type civique (« tout le monde compte ») et obligation légale mais un outil qui a des limites

- Enquêtes auprès des utilisateurs des services d'aide : continuum des situations de logement, prévention ; difficultés et coûts

- La centralisation des données de gestion des services d'aide : une réflexion nécessaire sur la méthode mais aussi sur les questions éthiques (ex : anonymat)

Conclusion (2)

- Forte demande des acteurs publics et associatifs pour des estimations fréquentes du nombre de sans-abri (ex : tous les ans ou tous les six mois)

- Mais ces estimations sont peu précises, qu'en faire, surtout en évolution ?

Exemple : rapport annuel au congrès US : entre janvier 2008 et janvier 2009, de 664 414 à 643 067 sans-domicile (sans-abri + hébergés). La plus grande partie de cette évolution :

Los Angeles : forte diminution, difficile à contrôler étant donné que les estimations sur Los Angeles reposent sur 4 opérations différentes ;

Detroit : modification de la méthode (abandon d'un coefficient d'extrapolation) qui explique une forte diminution.

New Orleans : suites des ouragans Katrina et Ike qui rendent les résultats 2007-2009 incertains.

Et si on enlève ces trois villes, le nombre estimé ne descend plus, il augmente de 576 125 à 587 954.

Conclusion (3) : le problème des doubles comptes/des probabilités différentes d'inclusion dans l'échantillon

- le défaut de couverture (en particulier des SA) : on peut toujours ajouter d'autres services, une enquête dans la rue etc.
- mais cela augmente le nombre de personnes dans d'autres situations de logement ainsi que le risque de doubles comptes/la difficulté de tenir compte des probabilités inégales d'inclusion : il faut connaître l'utilisation des autres services ou lieux enquêtés (multiutilisation)
- ou, dans le cas des opérations exhaustives, on peut avoir un identifiant mais attention aux « fichiers de sans-abri »

Les sans-domicile : outils statistiques et utilisations

Merci de votre attention

Insee

18 bd Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

www.insee.fr  

Informations statistiques :
www.insee.fr / Contacter l'Insee
09 72 72 4000
(coût d'un appel local)
du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00